

SOMMAIRE

1	POLITIQUE INTÉRIEURE	2
1.1	VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
1.1.1	<i>Préparation de l'élection présidentielle du 3 décembre</i>	2
1.1.2	<i>La destitution de Jean Lahiniriko et sa candidature à la présidentielle</i>	4
1.1.3	<i>Opposition, controverses sur la « transition » et l'amnistie</i>	6
1.1.4	<i>Dialogue pouvoir - opposition suite à la visite de Kofi Annan.....</i>	9
1.1.5	<i>Condamnés de la crise de 2002, exilés</i>	11
1.2	RELATIONS ÉGLISES-ÉTAT	13
1.3	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, « BONNE GOUVERNANCE ».....	14
2	DROITS HUMAINS	16
3	MEDIAS	17
4	JUSTICE, CONDITIONS CARCÉRALES	17
5	UNIVERSITÉ, ENSEIGNEMENT	17
6	COOPÉRATION, BAILLEURS DE FONDS, INTÉGRATION RÉGIONALE.....	18
7	NATIONS UNIES, DIPLOMATIE.....	20
8	ÉCONOMIE.....	21
8.1	FMI, BANQUE MONDIALE	21
8.2	SITUATION ECONOMIQUE, PROBLEMES ENERGETIQUES	22
9	SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES.....	24

1 POLITIQUE INTÉRIEURE

1.1 Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

1.1.1 Préparation de l'élection présidentielle du 3 décembre

Élection -Ravalomanana fait un clin d'œil aux administrateurs civils : la rencontre entre le président et 116 représentants des administrateurs civils est symbolique de l'entrée dans la dernière phase de la préparation des consultations populaires. Il voit en eux "*une potentialité à faire valoir*". La remise de 77 voitures 4x4 et d'Ar 100 millions aux administrateurs *paraît entrer dans le cadre des derniers préparatifs*. La dotation de matériels roulants pour chaque district devra être réalisée au mois de septembre. Elle bouclera la préparation des élections au sein du ministère de l'intérieur. (D'après L'Express du 09/05/2006)

Cette soudaine sollicitude de Marc Ravalomanana pour les administrateurs civils suscite des craintes et des inquiétudes. Ce corps en effet quadrille les élections générales dans l'île, soit au titre de sous-préfets, soit au titre de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur. (D'après La Gazette du 10/05/2006)

Élection présidentielle fixée au 3 décembre 2006 - LA HCC exauce le souhait du gouvernement : l'élection se fera vraisemblablement avec l'actuel code électoral, en dépit des réclamations de changement. Il ne reste donc plus à l'Exécutif que l'officialisation de la convocation des électeurs. Avec la tenue du scrutin le 3 décembre, *le gouvernement a ainsi choisi d'anticiper les élections*. La date est en avance de 20 jours, si l'on tient compte de la Constitution et de la date de l'élection "*qui devrait se situer entre le 22 décembre 2006 et le 22 janvier 2007*". Elle l'est également par rapport à la date d'investiture du chef de l'État. Le gouvernement évoque *le motif climatique* (avant la saison des pluies) pour justifier la demande d'anticipation de la date. Avec le choix de cette date, entérinée par la HCC, le gouvernement veut ainsi *éviter une fois pour toutes l'épineuse question de l'investiture contestée du 22 février 2002* et ses conséquences incalculables. (D'après L'Express du 10/05/2006)

Ravalomanana promet une élection libre et démocratique : "*La candidature est ouverte à tout le monde. Il n'y a rien à craindre pour les postulants*", a garanti le chef de l'État lors de l'ouverture des assises pour la coopération décentralisée. "*Des experts des Nations unies seront là pour préparer la période d'avant, pendant et après l'élection, a-t-il confirmé pour la sincérité de l'opération. Les élections seront libres et transparentes*", a-t-il continué. **Il a lancé un appel aux Nations Unies, aux autres bailleurs ainsi qu'à la communauté internationale en vue d'une aide financière et d'une assistance technique.** Depuis quelques temps, des candidats potentiels élèvent la voix pour réclamer un "*éclaircissement des règles du jeu*" : financement de la campagne, code électoral, amnistie. Le Premier ministre Jacques Sylla a pourtant précisé que *l'idée d'un changement du code électoral est définitivement écartée*. « *Il ne sied pas de changer les règles électorales à la veille des scrutins* », devait-il souligner avec force. (D'après L'Express, Midi et Tribune du 12/05/2006)

Les parlementaires Leader Fanilo mettent en question la légalité de la date de la prochaine élection : « *normalement, les élections devraient être fixé entre le 22 décembre de cette année et le 22 janvier 2007, si on considère l'investiture du 22 février 2002, une date qui n'a pas été notifiée par la HCC. Et si l'on considère l'investiture du 6 mai, les élections devraient se faire entre le 6 mars et le 6 avril 2007. Et la Haute juridiction a déclaré qu'il y a une anticipation de 20 jours, alors qu'une*

initiative ne peut être prise en compte sauf si le président démissionne ou est atteint d'une incapacité ». *Le président devrait donc démissionner pour que la date du 6 décembre puisse être maintenue.* Les parlementaires Leaders proposent aussi *qu'on supprime la carte électorale* car la carte d'identité suffit pour identifier le citoyen, la carte d'électeur est *source de différends*. Ils réclament en outre *l'annulation des animations culturelles* durant les campagnes électorales, animations ayant trop souvent pour objet de conscientiser la population l'idéologie et le programme du président. Et finalement, ils demandent *la cessation de donations en tous genres* (T-shirt, casquette, stylo,...) car cet acte équivaut à l'achat de voix des électeurs, une sorte de corruption. (D'après *Les Nouvelles* du 13/05/06)

Vingt-quatre milliards Ariary pour la présidentielle : l'Exécutif rend officiel le budget prévisionnel. La facture est lourde pour gagner le pari d'un scrutin annoncé comme libre, transparent et démocratique. Il reste maintenant à trouver le fonds nécessaire pour y arriver. Le gouvernement, qui a besoin de près d'Ar. 24, 230 milliards, *compte demander près d'Ar. 14,5 milliards à la communauté internationale.* La venue des observateurs internationaux ne figure pas encore dans la prévision. Le Comité national électoral (CNE), espère trouver près d'Ar. 2, 5 milliards pour *"couvrir, entre autres, tous les bureaux de vote"*. Il en est également pour la Haute cour constitutionnelle (HCC) dont la présentation de la prévision sera rendue publique *"incessamment"*. *Les actions gouvernementales connaîtront un ralentissement, ne serait-ce qu'avec l'amputation budgétaire inévitable pour réaliser cette opération.* (D'après *L'Express* du 27/05/2006)

Code électoral : un amendement capital. Des confidences laissent entendre que les tenants du pouvoir compteraient de nouveau saisir la HCC pour avoir son avis sur leur projet d'apporter un *amendement à l'actuel code électoral, ayant trait aux conditions d'éligibilité.* Ainsi, le projet en question compterait faire valoir que seuls les candidats, *ayant résidé à Madagascar durant les derniers six mois avant le 3 décembre,* pourraient entrer en lice. La visée est limpide : au cas où Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, pèserait de tout son poids pour que le dialogue pouvoir – opposition ait lieu, afin d'accoucher une loi d'amnistie, Pierrot Rajaonarivelo pourrait donc se porter candidat à cette élection présidentielle. (D'après *La Gazette* du 16/05/2006)

Élection du 3 décembre : un œil attentif des États-Unis. Une équipe de l'Institut national démocratique pour les affaires internationales (Ndi) se trouve dans nos murs. Sa principale mission est de s'enquérir de la situation politique qui prévaut à la veille des élections du 3 décembre. *"Madagascar est le premier pays à avoir bénéficié du financement Millennium challenge account (ndlr : la dynamique démocratique étant une des conditions requises).* Les États-Unis suivent avec intérêt ce qui se passe actuellement chez vous", a souligné un fonctionnaire du Ndi. Une rencontre avec les représentants des médias a eu lieu au Centre culturel américain. (D'après *Le Quotidien* du 17/05/06)

Le pays de l'Oncle Sam commence à avoir des intérêts économiques à Madagascar, il n'est pas étonnant s'il suive de près l'évolution politique. Tout laisse à penser que cette ONG américaine envisage d'envoyer des observateurs durant le prochain scrutin présidentiel. (D'après *Tribune* du 18/05/2006)

Préparation des élections-Visite d'un responsable du PNUD : le responsable onusien *"espère avoir l'opportunité de discuter de la coopération au niveau de l'organisation des élections avec le ministre de l'Intérieur"*. Outre l'*"encouragement"* au dialogue entre le pouvoir et l'opposition, Kofi Annan s'est engagé à assister le gouvernement dans la préparation des élections. La visite de ce responsable répond ainsi à son souhait et à celui du pouvoir. Pour l'heure, il est prévu que l'Onu envoie des experts pour la préparation des élections. Le PNUD s'occupe

également de la *coordination des aides de la communauté internationale* dans l'organisation des scrutins. (D'après L'Express du 19/05/2006)

Préparation électorale : la Suisse et le PNUD viennent en aide. Une convention de financement portant sur une contribution financière de 85 000 000 Ar a été signée au ministère de l'intérieur et de la réforme administrative (MIRA). La Suisse est le premier pays à avoir répondu à la requête du gouvernement lancée après l'annonce de la date officielle de l'élection présidentielle, aux bailleurs de fonds. *Ce montant qui sera directement géré par le PNUD*, va couvrir les frais de formation de 250 administrateurs centraux et territoriaux chargés de la conduite du processus électoral. Bouri Sanhouidi, représentant du PNUD, a souligné que d'autres partenaires se prononceront sûrement. *Rappelons que l'opposition refuse l'organisation par le MIRA de cette élection.* Toutefois, les partenaires de Madagascar promettent de surveiller et de gérer la prochaine élection. (D'après La Gazette du 30/05/2006)

L'AVI aura son propre candidat, déclare Norbert Ratsirahonana. « *Son parti ne posera aucun problème, ni par rapport au choix de la date de l'élection et encore moins par rapport aux conditions devant régir l'élection comme le code électoral* ». Évoquant ses relations avec le président Ravalomanana, Norbert Ratsirahonana précise qu'« *l est ambassadeur itinérant et non son conseiller* ». De ce fait donc, il y a des membres qui sont pour le régime et ceux qui sont contre. « *Autant de divergences que le parti doit gérer* », d'après-lui. (D'après La Gazette du 15/05/2006)

Ali Boina, un candidat musulman : en marge du dialogue national au Palais d'Iavoloha, on a enregistré un nouveau candidat à la présidentielle. Il s'agit d'Ali Boina, *président du parti islamique de Madagascar*. « *Je me suis décidé, puisque j'ai des idées pour développer Madagascar. Je connais des bailleurs étrangers* », a-t-il annoncé. (D'après La Gazette du 30/05/2006)

1.1.2 La destitution de Jean Lahiniriko et sa candidature à la présidentielle

Avec le bras de fer à l'Assemblée, le pays entre dans une période de crise institutionnelle. Aux lendemains de son exclusion du Tim, *le président de l'Assemblée nationale* annonce sa démission de sa formation politique. Il entend contrer la menace d'une motion de destitution initiée par son ancien parti en misant sur *la création de son propre groupe parlementaire : "Le groupe parlementaire pour le développement de Madagascar"* (GPDM). Il regroupe une quarantaine de députés Tim. La tactique du président de l'Assemblée nationale table sur un éventuel échec du parti présidentiel à rameuter plus de 107 députés nécessaires pour faire adopter la motion de destitution, sur les 112 élus sous la bannière Tim. Pour ce faire, le trésorier de l'Église luthérienne recrute parmi les éléments de son ancien parti. (D'après L'Express du 03/05/2006)

Le débat fait rage autour de la déclaration de Jean Lahiniriko sur la politique nucléaire iranienne : le Tim fait état de "haute trahison" de la part du président de l'Assemblée nationale. Jean Lahiniriko, selon l'agence iranienne Irna, a félicité l'Iran "pour ses réalisations scientifiques récentes et son accès à la technologie nucléaire pacifique, ce qui est un succès non seulement pour l'Iran, mais aussi pour tous les pays en voie de développement". *Le gouvernement est préoccupé par l'impact de cette déclaration et par l'"inquiétude" exprimée par la communauté internationale.* Le ministre des Affaires étrangères, met en exergue "les questions posées par la communauté internationale", à son département. Le ministre des Finances évoque également *les "appréhensions" des bailleurs de fonds.* "Je les comprends, affirme-t-il. Il faut que nous nous mettons sur la même longueur d'ondes que la communauté internationale". (D'après L'Express du 03/05/2006)

107 députés contre Lahiniriko - la motion de destitution déposée. Le parti présidentiel a enfin déposé la motion de destitution du président de l'Assemblée nationale, au motif de "haute trahison". Le caractère secret du vote permet à ceux qui sont contre la révocation de Jean Lahiniriko à son actuelle fonction d'espérer un renversement de la situation. (D'après L'Express du 04/05/2006)

«Déclaration de soutien au programme nucléaire iranien ; absence durant la visite officielle du président de la République allemande et absence durant la réunion de l'union parlementaire francophone ». tels sont les trois chefs d'inculpation portés contre Jean Lahiniriko. (D'après La Gazette du 04/05/2006)

Jean Lahiniriko destitué-La guerre de succession commence : la motion de destitution a été adoptée par 119 voix sur les 160 que compte l'Assemblée nationale. Il ne reste plus que l'avis de la Haute cour constitutionnelle (HCC) pour officialiser le choix des députés. La liste des prétendants prévoit la présence d'élus issus du Sud de l'île. L'avantage de ce scénario réside dans la possibilité de *remplacer un natif du Sud par un autre*. Toutefois, le choix revient au régime s'il veut ou non désigner à la tête de la troisième institution de l'État, un autre natif des Hautes-terres centrales, tout comme le président de la République et celui du Sénat. De plus, Jean Lahiniriko a représenté *l'Église luthérienne* (FLM) à la tête de l'Assemblée nationale. Le président de la République aurait donc à consulter le FLM. (D'après L'Express et Tribune du 09/05/2006)

Les proches de M. Lahiniriko déplorent que les leaders de l'opposition ne lui aient apporté aucun soutien afin d'éviter cette destitution. A peine entamée, la session parlementaire est mal partie pour examiner, dans la quiétude, certains dossiers brûlants, comme le nouveau code électoral ou de l'amnistie des prisonniers et exilés politiques. De toute manière, à la lumière de ce qui vient de se dérouler, ces projets de loi vont être rejetés. Bref, rien ne peut empêcher Marc Ravalomanana de gagner la prochaine présidentielle. (D'après La Gazette du 09/05/2006)

HCC : la requête de Lahiniriko déclarée irrecevable. Le président de la haute juridiction de signifier que « la HCC a constaté que ni la Constitution ni le règlement intérieur de l'Assemblée nationale n'attribuent compétence à la Cour pour constater la vacance du poste de président ou d'un autre membre du bureau permanent de l'Assemblée nationale ». « la HCC confirme la teneur de ses différents avis en ce que les modalités d'exercice de la motion de destitution relèvent de la compétence souveraine de l'institution qu'est l'Assemblée nationale ». (D'après Midi du 10/05/2006)

Lahiniriko dénonce un « coup d'État » Pour le président de l'Assemblée nationale, le résultat du vote sur la motion de destitution est nul et non avenu car *les procédures prescrites par les lois en vigueur ont été ignorées et l'avis de la HCC a été mal interprété*. « Je reste président de l'Assemblée nationale car le TIM vient de perpétrer un coup d'État pour me destituer du perchoir ». **Il compte engager une nouvelle procédure** qui va jusqu'à la tenue d'un vote tout en respectant la Constitution et le règlement intérieur de la Chambre basse. (D'après Tribune du 10/05/2006)

Jean Lahiniriko candidat à la présidentielle : il a perdu une bataille, mais pas la guerre. L'ancien président de l'Assemblée nationale se porte candidat aux élections présidentielles du 3 décembre, sitôt évincé du perchoir par son ancien parti. « Me voici, envoie-moi. Je suis prêt ». Jean Lahiniriko a emprunté ces mots du prophète Isaïe pour annoncer sa candidature. **Il caresse le rêve secret de profiter de sa position sociale au sein de l'Église luthérienne.** Même s'il se défend d'avoir le soutien officiel du FLM, il dit avoir demandé aux notables de son Église prières et bénédiction pour sa candidature. Son discours d'opposant ces dernières semaines, lui permet de *compter à la fois sur des membres de l'opposition et sur les déçus du*

régime. Mais son envergure au niveau national reste un mystère. Ses récents déplacements à l'extérieur, notamment à Dubaï, pourraient lui être utiles côté *financement de sa campagne*. Concernant sa vision politique, Jean Lahiniriko n'a jamais caché son penchant pour *l'équilibre régional*. Le Président destitué est ainsi le cinquième candidat engagé dans la course électorale. (D'après L'Express et Midi du 11/05/2006)

Assemblée Nationale- Mahafaritsy Samuel du Tim au perchoir : sa victoire s'est faite sur le fil et s'apparente à un vote-sanction pour le bureau politique du Tim. 24 députés sur les 118 présents ont voté blanc. "Seuls" 91 élus ont voté pour le candidat unique à la présidence de l'Assemblée nationale. La candidature Razakanirina Samuel a pourtant été relativement admise par sa famille politique. Une élection où étaient absents les partisans de Jean Lahiniriko et les membres de l'opposition. Un Tuélarois en succède à un autre. (D'après L'Express et Midi du 12/05/2006)

1.1.3 Opposition, controverses sur la « transition » et l'amnistie

Ny Hasina Andriamanjato officialise sa candidature à la présidentielle : il affirme qu'il n'est pas le candidat d'un parti politique mais celui d'un mouvement initié par plusieurs entités. L'ancien ministre des Postes du précédent régime souhaite l'adoption du code électoral proposé par le Conseil œcuménique des églises (FFKM). Cependant, il se déclare prêt à jouer avec celui d'aujourd'hui. "L'essentiel est qu'il soit respecté à la lettre pour éviter l'illégalité", défie-t-il. Soucieux du pouvoir de l'argent sur l'élection, il souhaite l'intégration du fonds de propagande dans le code électoral si le pouvoir accepte de procéder à sa révision. Ny Hasina Andriamanjato a déclaré que les prochaines élections présidentielles seront celles « de l'homme contre l'argent ». Une allusion à « l'important trésor de guerre que certains ont déjà dans leurs valises ». (D'après L'Express et La Gazette du 06/05/2006)

Le 3FN courtise Lahiniriko : il a publié communiqué manifestant sa solidarité envers Jean Lahiniriko qui vient d'être destitué de son poste de président de l'Assemblée nationale, au mépris, d'après l'opposition, du respect de la loi du règlement intérieur de l'Assemblée nationale. *Une rencontre entre une délégation du 3FN et Jean Lahiniriko est prévue*. Un éventuel rapprochement voire une coalition avec Jean Lahiniriko est donc probable même si pour l'instant, la plateforme ne parle que d'un élan de solidarité. *Certains membres de la plateforme sont toutefois méfiants vis-à-vis d'une telle initiative*. Le goulot d'étranglement pour l'entrée de Jean Lahiniriko est son intérêt pour l'élection présidentielle. Alors que la priorité au sein du 3FN est le gouvernement de transition. (D'après Les Nouvelles du 10/05/2006)

Cette entité d'opposition ne donne signe de vie qu'une fois la destitution consommée, c'est-à-dire au moment où il n'y a plus rien à faire, sauf de constater les dégâts. (D'après La Gazette du 10/05/2006)

Roland Ratsiraka : pour l'amnistie, contre la transition. Le candidat a annoncé qu'il approuvait la date des élections. Il propose une rencontre entre les candidats pour établir une charte présidentielle, *une sorte de convention entre les candidats, qui garantirait une meilleure surveillance des élections*. Il a précisé au passage que si son oncle était candidat, ils procéderaient forcément à un arrangement. (D'après Midi du 13/05/2006)

Roland Ratsiraka présente sa charte présidentielle. Le maire de Toamasina devance le Tim sur le code de bonne conduite. Le candidat voit dans sa proposition une manière de trouver une "entente" entre les protagonistes. Il souhaite ainsi l'engagement des candidats pour tenir un "débat d'idées" dans une "atmosphère de fête" lors des élections. Il souhaite également

l'égalité des chances à l'accès aux médias publics. Le maire de Toamasina tente ainsi de recueillir l'adhésion des autres candidats aux présidentielles, en signant le document. L'objectif inavoué de l'opération ambitieuse est également de marquer quelques points auprès de l'opinion publique. (D'après *L'Express* du 31/05/2006)

Rolland Ratsiraka : saisine de l'Union européenne sur l'élection présidentielle. Le maire de Toamasina a adressé une lettre de doléances pour que les mesures qu'il propose dans le cadre de sa « charte présidentielle 2006 » soient prises en considération. (D'après *La Gazette* du 31/05/2006)

Présidentielle : les opposants en ordre dispersé. L'unité des opposants commence à craquer. Elle bute sur la participation ou non à la présidentielle du 3 décembre 2006. Le plus récalcitrant reste le CRN de Zafy Albert. *Cette aile radicale s'enferme dans son isolement.* Elle réclame une remise à plat du système par la création d'un régime transitoire. D'autres opposants n'épousent plus cette idée. Surtout depuis la publication de la date du scrutin présidentiel. Des membres du SPNDU ainsi que des 3FN voudraient tenter l'aventure. Richard Andriamanjato, représentant de l'opposition aux pourparlers initiés par Kofi Annan et lui-même candidat, rappelle *que pour les Nations Unies, « l'unique et seule façon d'accéder au pouvoir acceptable et admissible reste les élections ».* (D'après *Midi* du 13/05/2006)

Le sénateur Vaovao Benjamin s'interroge sur les missions confiées à la Gendarmerie depuis l'accession de Ravalomanana au pouvoir. Selon le secrétaire national administratif de l'AREMA, *la Gendarmerie nationale s'est placée à l'avant-garde des zéloteurs du régime* par des violations graves et répétées de la Constitution et de la loi. « *La Gendarmerie pousse sans vergogne ses colonels à occuper des postes de PDS en vue de manipulations frauduleuses de la prochaine élection présidentielle, sachant pertinemment qu'aux termes de la Constitution, les provinces autonomes doivent être gouvernées par des personnalités élues et non désignées* ». D'après lui, la Gendarmerie nationale exécute de basses besognes pour empêcher ou réprimer par la force toutes les manifestations publiques pacifiques et démocratiques des opposants, des syndicats, des étudiants ou des cultes religieux non inféodés au pouvoir. Des éléments de la Gendarmerie auraient procédé avec ferveur à des arrestations arbitraires et sans levée de l'immunité de parlementaires, et se serait associée en connaissance de cause à la politique d'impunité au profit des hommes au pouvoir par le refus et l'abandon des enquêtes contre les auteurs bien connus et identifiés de crimes. *Que fait la Gendarmerie nationale en faveur de l'unité nationale pour empêcher l'éclatement de la cohésion et éviter des affrontements à hauts risques à la prochaine présidentielle ?* (D'après *Tribune* du 13/05/2006)

Destitution du président du Sénat Rajemison Rakotomaharo : vouée à l'échec. Après l'Assemblée Nationale, c'est au tour du Sénat. La fièvre de destitution se poursuit mais ne se ressemble pas. Cette fois-ci, c'est l'AREMA, majoritaire au Sénat, qui lance cette idée pour que le président de la Chambre haute examine en urgence le projet de lois sur l'amnistie. Mais avec 49 sénateurs, le projet de destitution du président du Sénat est voué à l'échec, il faudra au moins 61 sénateurs soit les 2/3 de ses membres. L'AREMA doit chercher d'autres moyens s'il veut provoquer une crise institutionnelle l'AREMA a adressé le 6 mai une lettre à Rajemison Rakotomaharo demandant à celui-ci à faire une « déclaration à la Nation » sur l'amnistie avant la fin de ce mois. Jusqu'à présent, le numéro Un de la Chambre Haute n'a fait aucun geste allant dans ce sens. (D'après *Tribune* du 16/05/2006)

Rajemison Rakotomaharo évasif sur l'amnistie : le temps est encore au stade d'observation. Le président du Sénat élude la question relative à l'ultimatum, lancé par le groupe parlementaire Arema à propos de l'adoption de la loi d'amnistie. Les deux parties semblent

opter pour l'attentisme. Rajemison Rakotomaharo veut connaître la stratégie des sénateurs Arema avant de formuler une réponse appropriée. *L'Arema a donné à Rajemison Rakotomaharo jusqu'au 31 mai pour intervenir auprès du Tim pour que ses élus adoptent le texte, avec la menace d'engager la procédure de destitution du président du Sénat.* (D'après *L'Express* du 19/05/2006)

Nombreux seraient les sénateurs Tim qui sont frustrés et qui n'ont plus intérêt au maintien de Rajemison Rakotomaharo à la tête de l'Institution. C'est là où cette motion de destitution aura la chance d'aboutir. Ces sénateurs Tim se plaignent de n'être jamais envoyés en mission officielle à l'extérieur contrairement à certains sénateurs Arema et à certains proches collaborateurs du président Rajemison Rakotomaharo. (D'après *Tribune* du 19/05/2006)

Transition : un concept dépassé. Les partisans du Gouvernement de transition se sont fait discrets ces derniers temps et semblent avoir abandonné cette revendication, préparation des élections oblige. *Le grand problème de l'opposition demeure en tout cas la recherche d'un candidat unique* qui va faire le poids face à l'actuel Président. Une recherche qui risquerait de tomber à l'eau, car les têtes connues de cette mouvance politique ne font pas l'unanimité. Aucune personnalité n'émerge du lot. (D'après *Midi* du 18/05/06)

Cas des députés incarcérés : l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie saisie. L'affaire des députés malgaches incarcérés ou condamnés a *désormais une dimension internationale*. En effet, les intéressés, Voninahitsy Jean Eugène, Herihajaina Randrianirina et Zakahely Boniface ont envoyé une lettre au secrétariat général de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF), afin d'exposer leur cas ainsi que les conditions dans lesquelles ils ont été arrêtés et incarcérés. Suite à cette saisine, la Commission politique de l'APF prendra une décision. Jacques Legendre, secrétaire général de l'APF, a demandé à la section malgache de cette entité de lui fournir son point de vue sur les cas cités. La décision de la justice malgache de jeter en prison ces parlementaires *sans pour autant lever leur immunité*, a été vivement contestée par la classe politique ainsi que par certains juristes. A noter que c'est Lahiniriko Jean qui préside actuellement la section malgache de l'APF. Si les plaintes des 3 députés se révèlent fondées, Madagascar risque d'être exclu de l'APF. Par le passé, le Rwanda et le Niger ont été radiés de cette entité pour déficit démocratique. (D'après *Tribune* et *La Gazette* du 26/05/2006)

Le cas de Herizo à Mahajanga : le pouvoir se dévoile. Herizo Razafimahaleo, *l'un des candidats à la prochaine élection présidentielle a été privé de meeting* à Mahajanga. Le fondateur du parti Leader s'est vu, à deux reprises refuser l'accès aux salles réservées en vue de rencontrer la population. Les raisons officielles ne sont pas évoquées sur la place publique, mais tout laisse à penser qu'il s'agit d'un coup bas de la part du pouvoir afin de faire barrage à ce candidat de poids. Les propriétaires des lieux auraient reçu des menaces de la part des hautes personnalités de ne pas « héberger » ce politicien. (D'après *Tribune* du 26/05/2006)

Voninahitsy Jean Eugène : appel reporté au 23 juin. La cour d'appel d'Antananarivo a jugé bon de reporter son verdict dans un mois. Condamné en première instance à deux ans de prison ferme pour une nébuleuse affaire de trafic d'influence, le président du Rpsd Vaovao doit ainsi s'armer de patience avant de connaître son sort définitif. Deux mois auparavant, le même tribunal avait déjà rejeté sa demande de liberté provisoire. La lenteur phénoménale de notre justice n'a pas d'égale sur la terre entière. Le « *condamné* » serait malade, il aurait besoin de soins qui nécessiterait une évacuation sanitaire à l'extérieur du pays. (D'après *Midi* du 27/05/2006)

1.1.4 Dialogue pouvoir - opposition suite à la visite de Kofi Annan

Un nouveau contretemps dans le dialogue entre pouvoir et opposition. *Le président du Sénat, Rajemison Rakotomaharo, évoque le contexte politique qui prévaut à l'Assemblée nationale pour demander un report des discussions.* "Les événements surviennent à Tsimbazaza d'une manière impromptue, lance le numéro Deux du régime, faisant allusion à la motion de destitution en préparation à la Chambre basse. Tout est accaparé par ce dossier et nous verrons après comment organiser le dialogue". Avant de dialoguer avec l'opposition, le régime veut d'abord régler les problèmes en son sein. (D'après L'Express du 03/05/2006)

L'opposition presse le pouvoir : une nouvelle lettre a été envoyée à l'équipe au pouvoir, afin de relancer le processus de dialogue. La dernière lettre, ainsi que toutes celles qui l'ont précédée, n'ayant toujours pas reçu de réponse, une énième réunion des 3FN est prévue pour discuter de la situation et de la stratégie à adopter. Entre-temps, *les ténors du mouvement ont rencontré Bouri Sanhouidi, coordinateur du système des Nations unies* pour faire un rapport de la situation. L'opposition déplore que la date de l'élection présidentielle ait été publiée alors que le dialogue encouragé par Kofi Annan et qui devait "créer une ambiance propice aux élections" n'a toujours pas commencé. (D'après L'Express du 16/05/2006)

Le gouvernement relance le dialogue entre pouvoir et opposition et tente une nouvelle fois de montrer sa bonne foi aux yeux de l'opinion publique et de celle de la communauté internationale. "Une rencontre entre tous les partis politiques, toutes tendances confondues, se tiendra le 29 mai", a signifié la Présidence. L'annonce a été faite en *marge de la visite du directeur du bureau régional pour l'Afrique du PNUD*, auprès du chef de l'État. Après deux mois de tergiversations, voilà que le dialogue prend une autre tournure. Avec l'idée d'élargir le débat, *le gouvernement arrive à faire perdre l'exclusivité du dialogue aux 3FN* et donc une partie de leur poids actuel. Avec l'élargissement du cercle de dialogue et donc le foisonnement des idées, il sera également plus difficile d'arriver à un consensus face à une échéance électorale qui arrive à grand pas. Visiblement, il a fallu une deuxième mission d'un haut responsable des Nations Unies pour faire avancer les choses après plusieurs tentatives. (D'après L'Express et Tribune du 20/05/2006)

Rencontre du 29 mai : un nouveau cirque en vue ! L'ONU dicte l'avenir de notre Nation. Personne ne dira le contraire même le Président Ravalomanana qui se démène en ce moment pour que les souhaits de Kofi Annan soient réalisés. En tout cas, une rencontre est en vue, les partis politiques y seront invités, mais l'opposition craint un nouveau cirque du pouvoir. Cette réunion risque d'être boycottée par les membres des 3FN... *Les partis issus de l'opposition sont plutôt sceptiques quant à la bonne volonté du régime.* Des membres de l'opposition ont fustigé le régime d'organiser une *mascarade de dialogue national en invitant les 180 partis politiques* enregistrés au ministère de l'Intérieur. A leurs yeux, il s'agit d'une manœuvre dilatoire en vue de tromper l'opinion publique et la communauté internationale. (D'après Tribune du 23/05/2006)

L'opposition boycotte la réunion d'Iavoloha : la troïka des dirigeants des 3FN décident de tourner le dos à l'invitation de la Présidence. "Nous allons demander aux partis composants les 3FN de ne pas répondre à l'invitation pour la réunion des partis politiques à Iavoloha le 29 Mai", a déclaré le pasteur Richard Andriamanjato. Après un vif débat entre les représentants du CRN, du RFN et de la SPDUN, un accord est intervenu pour ne pas participer à la réunion des partis organisée par la Présidence. Ces derniers expriment leur "appréhension devant la tergiversation et des manœuvres dilatoires du pouvoir pour le dialogue avec l'opposition". "La réunion du 29 Mai ne correspond pas à l'esprit du dialogue annoncé par le SG de l'Onu, Kofi

Annan", explique un communiqué de la troïka. En attendant, les dirigeants des 3FN organisent une contre-offensive. (D'après L'Express du 27/05/2006)

Le RDPM absent à la réunion d'Iavoloha : une défection de plus. *"Toutes les conditions ne sont pas réunies pour un dialogue pouvant aboutir à la paix", a fait savoir son président. La formation politique motive sa décision par l'absence d'une partie des acteurs, dont les 3FN. Derrière le désistement du RDPM se trame l'insistance du mouvement pour la création d'un "Comité pour la vérité" pour se pencher sur les événements de 2002 afin d'arriver à une "amnistie des faits". (D'après L'Express du 29/05/2006)*

La rencontre d'Iavoloha aura au moins le mérite de mettre à jour ces innombrables partis qui peuplent le champ politique. Et qui hantent jour et nuit les rayons des archives du ministère de l'Intérieur. 64 d'entre eux (sur plus de 120) ont en effet fait l'objet de convocation par voie de presse officielle et sont considérés comme *des coquilles vides*. L'opinion découvre dans cette liste une kyrielle d'associations et de partis politiques plus ou moins farfelus évoluant plutôt dans l'ombre que jouant franchement sur le terrain de l'action. Des associations mi-sectes mi-partis figurent dans la liste. (D'après Midi du 29/05/2006)

Les 3FN sollicitent un arbitrage international : Les 3FN ont décidé de rééditer la conférence nationale. Ou du moins son esprit. Réunies en assemblée générale, parallèlement aux assises d'Iavoloha, elles ont tranché sur les dispositions à prendre à l'expiration de l'ultimatum lancé au pouvoir. Plusieurs propositions, dont une descente sur la Place du 13 Mai, ont été émises. Mais les participants se sont mis d'accord sur *l'organisation d'une autre conférence nationale, cette fois-ci sous la houlette de la Communauté internationale et en présence des tenants du pouvoir*. Les dirigeants du mouvement n'ont pas encore annoncé quelle sera l'organisation médiatrice, mais *"nous en trouverons. Si ce n'est pas l'ONU, ce sera l'Union africaine ou d'autres organisations régionales auxquelles nous avons adhéré, telles la SADC ou la COI"*, s'est contenté de souligner le pasteur Richard Andriamanjato. Malgré la présence de Bouri Sanhouidi à la cérémonie d'ouverture de la rencontre à Iavoloha, la troïka continue de soutenir que celle-ci *"ne tient compte, ni sur le fond, ni sur la forme, des recommandations de Kofi Annan"*. (D'après L'Express du 30/05/2006)

L'écart se creuse entre les partisans du régime Ravalomanana et l'opposition. Tout laisse à penser qu'après ces deux réunions, la tension politique a monté de plusieurs crans à Madagascar. *Le risque d'un affrontement lors de la prochaine élection se précise* et la chance de voir les politiciens malgaches s'asseoir sur une même table s'amenuise. (D'après Tribune du 30/05/2006)

Quand le pouvoir actuel mène l'opinion en bourrique, l'opposition, quant à elle, se cantonne à jouer les irréductibles. L'un et l'autre porteront de grandes responsabilités, au cas où l'élection de décembre se déroulerait, comme beaucoup le redoutent désormais, dans le sang et le feu. Décidément, Madagascar a la classe politique qu'elle mérite. (D'après La Gazette du 30/05/2006)

Réunion des partis politiques à Iavoloha-Le gouvernement et l'opposition dos à dos : la montagne a accouché d'une souris. La rencontre tant attendue entre les partis politiques n'a rien donné de concret. Selon le président Ravalomanana, la rencontre s'est cantonnée à une *"consultation préliminaire"* autour de la prochaine élection présidentielle et les *"modalités d'application de la Constitution et de la loi concernant celle-ci"*. Au final, aucune résolution n'est sortie de la réunion après quelques heures d'intervention de plus de 40 orateurs sur les 70 représentants des partis présents. *L'objectif de l'opération s'apparente à une volonté d'aller*

aux urnes avec le moins de concessions possible face aux revendications de la troïka de l'opposition. Bouri Sanhoudi, coordonnateur du système des Nations unies, se montre optimiste quant à la suite de la démarche. "Le dialogue est un long processus. Ce qui s'est passé hier n'est que la cérémonie de lancement", a-t-il indiqué. (D'après L'Express du 30/05/2006)

Rencontre politique d'Iavoloha : Ratsirahonana, président de l'AVI, apprécie. L'exemple d'Haïti pour les élections présidentielles prises en mains par les Nations Unies a été évoqué par Norbert Lala Ratsirahonana. Pour éviter les fraudes, il suffit d'avoir des bulletins uniques et de les cocher avant de les déposer dans l'urne. En fait, *la rencontre a été saisie par nombre de formations politiques pour exprimer leurs préoccupations*, rejoignant ainsi celles du président qui veut faire de l'élection du 3 décembre 2006, un modèle. *La majorité des participants représentaient la mouvance présidentielle. Les débats ont tourné autour d'une seule question : comment organiser une élection propre, libre et transparente ?* Quelques uns seulement des participants ont évoqué les termes « *amnistie* » et « *transition* ». Chaque intervenant n'a disposé que de 3 mn pour s'exprimer. Néanmoins, *la rencontre a été à beaucoup d'égards prometteur* pour ceux qui y étaient. Ils croient en une suite favorable et rapide à l'initiative pour atteindre les objectifs d'une élection modèle pour l'Afrique. *L'opposition par contre l'a perçue comme une pure mascarade.* (D'après Tribune du 30/05/2006)

Des déçus d'Iavoloha se mobilisent dans une plate-forme : un nouveau regroupement de partis vient de se constituer. Visiblement non satisfaits de la rencontre des partis politiques qui s'est tenue au palais d'Iavoloha, quelques participants ont décidé de créer une sorte de plate-forme dont le but essentiel est de mieux se préparer à la prochaine rencontre. (D'après Les Nouvelles du 31/05/2006)

1.1.5 Condamnés de la crise de 2002, exilés

« *Vivement le dialogue Ravalomanana-Ratsiraka* » « *Le dialogue entre le Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka est la seule issue pour dénouer la crise politico-économique à Madagascar* », a déclaré le sénateur Moïse Rakotosihanaka au cours de la célébration du 30^e Anniversaire de l'AREMA. « *Il n'y aura pas une élection libre et équitable tant que le régime ne procèdera pas à l'amnistie et la réconciliation nationale* », ajoute M. Rakotosihanaka, tout en revendiquant le retour « *sans poursuite* » des exilés politiques à l'étranger. A cette occasion les fondateurs de l'AREMA ont transmis les vœux de l'amiral Ratsiraka, de Pierrot Rajaonarivelo et de Tantely Andrianarivo, tous en exil en France, à tous les militants pour ce jubilé. (D'après Tribune du 10/05/2006)

Le groupe parlementaire de l'ancien parti au pouvoir (AREMA) lance un ultimatum au pouvoir pour adopter la loi d'amnistie : il souhaite que le président du Sénat intervienne auprès de sa famille politique en lui adressant une "lettre de rappel" portant sur une de ses revendications majeures: l'adoption de l'amnistie générale. Il "recommande que des réponses et des propositions appropriées soient apportées par l'Exécutif avant le 31 mai". Pour lui, la loi d'amnistie générale qu'elle a proposée reste une "condition indispensable à tout dialogue et préalable à l'élection présidentielle". *L'objectif de l'Arema est de rapatrier les exilés et de libérer les détenus "politiques" liés aux événements de 2002.* (D'après L'Express du 13/05/2006)

Pierrot Rajaonarivelo, secrétaire national de l'Arema, en exil en France, souhaite revenir au pays sans faire de la politique : Seulement, il y a encore cette condamnation pénale qui l'attend et qu'il redoute fortement. Il aurait envoyé une lettre aux membres du Comité

directeur du parti ainsi qu'à ses sénateurs, dans laquelle il leur fait part de ses intentions tout en leur demandant de faire le nécessaire auprès des autorités concernées. Mais les élus de l'Arema ne semblent pas apprécier le fait que leur secrétaire national envisage de se retirer définitivement de la scène politique et la sollicitation de Pierrot Rajaonarivelo ne semble pas avoir eu de suite. (D'après *Les Nouvelles* du 18/05/2006)

Harinaivo Rasamoelina : «Pierrot Rajaonarivelo, candidat naturel de l'Arema». "Nous nous sommes déjà préparés à voir une série de calomnies et d'attaques contre Pierrot Rajaonarivelo ». La remarque est du secrétaire national adjoint de l'Arema, suite aux certaines informations touchant son patron, encore en exil en France. "Après les diverses condamnations qui le frappent, basées sur des dossiers creux et vides, voilà qu'une presse songe à l'écartier de la course présidentielle", a-t-il déclaré. (D'après *La Gazette* du 19/05/2006)

Comité de soutien à Rajaonarivelo : non à une fausse information. Indignés par la fausse information parue dans le quotidien « *les Nouvelles* » « cherchant à nuire politiquement et à salir l'image publique de Pierrot Rajaonarivelo, en annonçant un présumé retour au pays pour y prendre sa retraite », les membres du comité de soutien à la candidature de Pierrot Rajaonarivelo, font connaître à tous les Malgaches que leur candidat est « plus que jamais convaincu et déterminé à prendre ses responsabilités devant le marasme, la déliquescence des mœurs qui sévissent actuellement à Madagascar » (D'après *Tribune* du 24/05/2006)

P. Rajaonarivelo annonce sa candidature : désormais, c'est officiel. Le secrétaire national de l'Arema a annoncé, d'une manière officielle sa candidature aux prochaines élections présidentielles. Pierrot Rajaonarivelo ne sera-t-il pas de nouveau harcelé par les tenants du régime après cet engagement à la course à la magistrature suprême du pays ? Cette question préoccupe désormais les observateurs internationaux. **La communauté internationale restera-t-elle insensible devant un verdict qui visait à exclure un candidat potentiel aux présidentielles ?** (D'après *Tribune* du 27/05/2006)

De toute façon, sa condamnation l'ayant privé de ses droits civiques, il lui est impossible de se présenter à l'élection présidentielle. Néanmoins, Pierrot Rajaonarivelo a déclenché une grosse décharge électrique qui a agité tout le cosmos politique. Le régime aussi ne fut pas insensible à cette irruption soudaine, et a vivement réagi en publiant la liste des partis admis au dialogue politique du 29 mai. L'Arema, le parti que préside Pierrot Rajaonarivelo a été exclu de la liste, comme si le régime craignait qu'après sa retentissante déclaration faite depuis Paris, l'exilé ne rallie le pays pour exercer les droits qu'on lui refuse. (D'après *La Gazette* du 27/05/2006)

La candidature de Pierrot Rajaonarivelo divise l'Arema : "Nous confirmons qu'à l'heure actuelle, il n'est pas encore question de désignation de candidature au niveau du parti. L'Arema se prononcera sur le dossier lors du congrès", a fait savoir le sénateur Jean Félicien, secrétaire national adjoint du parti. **Pierrot Rajaonarivelo a rendu public sa détermination à se présenter à l'élection présidentielle, sans l'aval du comité directeur.** (D'après *L'Express* du 30/05/2006)

Marson Évariste confirme l'étude du cas des exilés : le député a fait **mention d'une intention présidentielle** de revoir le cas des exilés en France, après la crise de 2002. "Le président Ravalomanana a déclaré vouloir faire un effort sur le sujet", a rapporté le président du RPSD. « Tout est question de volonté politique", a indiqué le député Laurent Ramaroson. La célébration de la fête de l'indépendance le 26 juin pourrait servir de test sur les intentions des uns et des autres. (D'après *L'Express* du 31/05/2006)

1.2 Relations Églises-État

Le soutien des églises au régime de Ravalomanana est-il remis en cause par la possible destitution du président de l'Assemblée nationale ? La base du TIM est touchée par cette crise au sommet. A quelques mois des présidentielles, cette cassure au sein du parti présidentiel aura certainement des conséquences désastreuses. Car, le mal vient de l'intérieur du régime mais non pas de l'extérieur. Qu'on le veuille ou non, *M. Lahiniriko figure parmi les têtes pensantes de l'église luthérienne de Madagascar (FLM)*. Il occupe le poste de trésorier au sein de cette église dont les fidèles se concentrent dans la partie sud de l'île. *On s'interroge si le candidat Ravalomanana peut bénéficier du soutien des hommes d'église regroupés au sein du FFKM*. Ce président-candidat pourrait compter sur les fidèles de la FJKM et les Anglicans. Car, après le départ du cardinal Gaëtan Razafindratandra qui n'a pas caché son soutien inconditionnel au régime Ravalomanana, les catholiques ne seront plus des alliés sûrs du TIM en 2007. (D'après Tribune du 04/05/2006)

Conjoncture nationale : le Ffkm observe. Ces derniers temps, on n'a pas trop entendu le Ffkm émettre des avis concernant la vie politique nationale, en particulier sur les problèmes qui agitent l'Assemblée Nationale. Sa Grâce Rabenirina, président en exercice du Ffkm, répond que les membres des instances dirigeantes n'ont pas pu se réunir ces derniers temps mais que le Ffkm suit *"attentivement l'évolution des évènements"*. A propos du *code électoral*, *le président du Ffkm a déclaré que toutes les initiatives portant sur ledit code méritent attention* afin d'éviter tout trouble ou affrontement. Le président du Ffkm, une des composantes du Ffkm, le pasteur Lala Rasendrasahina, trouve pour sa part que *"le temps est venu de renforcer le partenariat État-Église, notamment dans les programmes à caractères sociaux afin d'aider les tranches de population en difficulté"*. En effet, le rôle des églises est de participer non seulement au salut de l'âme de leurs paroissiens mais aussi de les soulager des *difficultés quotidiennes souvent à l'origine d'aventurisme religieux* pour certains croyants. (D'après Le Quotidien du 09/05/06)

Jean Lahiniriko : problèmes avec l'Église luthérienne ? Après avoir enduré sa destitution tant des rangs du TIM que de son poste de président de l'Assemblée nationale, Jean Lahiniriko risque de connaître un problème avec une affaire qui touche sa fonction *de trésorier général de l'Église luthérienne (FLM)*. Ses proches ont révélé que *«des gens malintentionnés voudraient actuellement le faire bouder hors du cercle des hauts dirigeants ecclésiastiques de la FLM»*. *«Pis, ces détracteurs de M. Lahiniriko projettent d'injecter de fortes sommes d'argent pour parvenir à leurs fins»*, a-t-on avancé. (D'après La Gazette du 19/05/2006)

Jean Lahiniriko : bénédiction de l'Église luthérienne. A l'issue du synode régional de l'Église luthérienne (FLM), Jean Lahiniriko a reçu la bénédiction du bureau central dans sa décision de se mettre sur la ligne de départ de la course présidentielle. Quoiqu'il en soit, les disciples de la FLM auront assurément leur mot à dire le 3 décembre dans la mesure où on les voit mal renier un des leurs au profit d'un autre candidat qui n'est pas de la *« maison »*. (D'après La Gazette du 23/05/2006)

Comment voteront les luthériens ? L'affaire Lahiniriko constitue, on s'en doute, une véritable *pomme de discorde au sein des fidèles de l'Église*. Les fidèles s'agitent et doutent de la candidature de Lahiniriko au scrutin du 3 décembre, au point de la considérer comme étant du marketing, ou du moins une manœuvre de diversion dont Ravalomanana tirerait, semble-t-il, les ficelles pour un transfert des voix lors d'un éventuel deuxième tour. (D'après La Gazette du 26/05/2006)

Le Conseil œcuménique des Églises chrétiennes (FFKM) officialise le bouclage de son projet de code électoral : après plusieurs mois de travail, les quatre chefs d'Églises ont décidé d'annoncer la nouvelle. Le texte actuel résulte du toilettage de la première proposition du Conseil des Églises, il y a quelques années. La version que va proposer le FFKM "*ne diffère pas trop de celle du CNOE/KMF. Nous avons seulement tenté de limiter toutes les possibilités de fraudes*". "*Nous percevons quelques appréhensions autour de la prochaine élection présidentielle, a expliqué Mgr Rémi Rabenirina, président du FFKM pour motiver l'initiative. Nous souhaitons contribuer à l'amélioration du climat par la suggestion de quelques balises pour calmer les esprits*", continue-t-il. Avec ce projet de texte, la Nation est *en présence de deux codes*, qui seraient identiques dans le fond. Le CNOE/KMF devrait également déjà boucler la synthèse de la consultation nationale, il y a un mois. *Il reste maintenant au Parlement de décider sur le sort de ces textes. Mais le chemin est parsemé d'embûches* pour voir le texte aboutir vu les rapports de force au Parlement et l'intransigeance du Tim, majoritaire à la Chambre basse. (D'après L'Express du 31/05/2006)

1.3 Lutte contre la corruption, « bonne gouvernance »

« *Le pouvoir corrompt et le pouvoir absolu corrompt absolument* ». Le député Alphonse Randrianambinina a vivement critiqué le régime après avoir appris que *certains de ses collègues ont perçu quelques millions de la part de l'exécutif dans le but de destituer le président de l'Assemblée nationale Lahiniriko*. Chaque député issu du parti gouvernemental a reçu une enveloppe. Il s'agit d'une corruption de grande envergure au grand dam de l'organe public chargé de combattre ce fléau. Ce membre influent du parti Leader *s'interroge sur l'avenir du Bianco*. « *Comment peut-on réussir dans la lutte contre la corruption alors que le régime lui-même corrompt les députés ?* » a-t-il martelé. Du coup, ce député issu de l'opposition ne cache pas sa crainte sur la prochaine élection présidentielle. (D'après Tribune du 03/05/2006)

Corruption : un observatoire autonome. Le système national de lutte anti-corruption s'est enrichi d'un organisme qui sera chargé, en externe, de l'observation. Et ce, en sus du Conseil national de l'intégrité (Csi), du Bianco et de la Chaîne pénale anti-corruption. *L'Observatoire national de l'intégrité (Oni), mis en place en février par le CSLCC, devenu aujourd'hui le CSI, sera amené plus tard à devenir indépendant et complètement autonome*. Il s'agit d'un outil permanent d'informations, d'alerte, de veille et d'interpellation sur les avancées ou reculs en matière d'intégrité. Il sera ainsi amené à fournir des informations qualitatives sur les formes, manifestations et pratiques de la corruption. Ses activités se déclinent ainsi en description des handicaps entravant l'intégrité nationale, en analyse et compréhension de l'intégrité, en identification des variables explicatives et des facteurs déterminants de l'intégrité. L'observatoire n'est pas toutefois voué à empiéter sur les plates-bandes des trois autres instances, car il ne constitue ni un système de réception des doléances, ni un outil d'investigation. (D'après Midi du 04/05/2006)

Corruption à l'Assemblée nationale : le Bianco est impuissant... Des députés indépendants ont confirmé l'existence de remise d'enveloppes aux députés du TIM, dans le cadre du vote de destitution de Jean Lahiniriko. De nombreux appels ont été lancés au Bianco pour entreprendre les enquêtes nécessaires, suite à cette affaire. Mais, apparemment, sans suite. Et pour cause ! En effet, le Bianco atteint ici ses limites dans la mesure où, selon les termes de la Constitution, les députés, qui ont trempé dans ces affaires de corruption, *ne peuvent être poursuivis que devant la Haute Cour de Justice. Or, cette haute juridiction spéciale n'a pas encore vu le jour*. (D'après La Gazette du 04/05/2006)

17,5 milliards d'Ariary de la Bad pour un projet sur la bonne gouvernance : La Banque africaine pour le développement (Bad) est surtout connue pour avoir financé le programme d'ajustement structurel. Elle entre cette fois-ci dans un autre domaine, celui de la Bonne gouvernance par la mise en place du *Projet de réforme institutionnelle visant la bonne gouvernance (PRIBG)*. « *Nous visons des services publics rapides, efficaces et accessibles* » a souligné le ministre de l'Économie, des finances et du budget, Radavidson Andriamparany. « *Dans le cadre de la bonne gouvernance, notre objectif est la mise en place d'un État effectif, d'une administration et d'un secteur privé efficaces, et enfin la mobilisation de la société civile* », s'est exprimé un responsable de cette banque. (D'après Les Nouvelles du 05/05/2006)

Le Tribunal financier a permis de réduire les cas de détournements de deniers publics. Une année après la mise en place du Tribunal financier dans chaque chef-lieu des six provinces, un séminaire national sur l'harmonisation des pratiques vient de se tenir. Les attributions du Tribunal financier sont orientées sur le contrôle de la Gestion des ordonnateurs et sur celui des actes budgétaires. Selon les animateurs, depuis la mise en place du Tribunal financier, les responsables assumant les diverses fonctions de comptes publics sont de plus en plus conscients de l'importance de la bonne gouvernance et de la transparence des gestions. D'où une diminution sensible du nombre des détournements des deniers publics. (D'après Les Nouvelles du 15/05/2006)

Trois régions-pilotes à l'essai de la gouvernance locale : le développement vient de la base. Avant le lancement officiel de la politique nationale de la bonne gouvernance, l'État se lance dans une expérimentation de la gouvernance locale dans quelques régions. Le programme de l'initiative gouvernance locale (IGL) consiste à *faire participer la population au processus de décision en tenant compte de ses souhaits et de ses aspirations*. 50 millions Ar ont été fournis par la Banque Mondiale aux institutions de chaque région dont la police, la justice, le secteur de la santé pour la réalisation de leur programme. Le programme national de la bonne gouvernance qui met en valeur la participation de la population sera lancé le 19 mai. (D'après Les Nouvelles du 15/05/2006)

Haute Cour Constitutionnelle : un 4 x 4 pour chaque membre. A priori, l'attribution n'a rien d'anormal. Ce ne serait d'ailleurs que justice rendue aux gardiens de la Constitution qui, dans la hiérarchie de la République, sont jusqu'à présent les seuls à ne pas jouir de la prestigieuse voiture tout terrain dont la profusion fait de Madagascar le champion du monde en la matière, par rapport au PIB. Logique pour des raisons de statut social, la dotation en 4x4 ne trouve cependant pas sa légitimité au regard des attributions de la HCC. *Les membres de la HCC n'ont pas à se déplacer* par monts et vaux comme les chefs de district, les médecins-inspecteurs, les chefs Cisco, les députés et les sénateurs qui doivent faire face au mauvais état des routes. Certes, le président de la République dispose d'un fonds spécial qu'il peut utiliser à sa guise. Mais l'absence de transparence sur le financement des dotations matérielles des institutions et élus ne fera que *conforter les doutes et suspicions envers la HCC à la veille de l'élection présidentielle*. (D'après La Gazette du 18/05/2006)

La HCC se veut impartiale : le président de la Haute cour constitutionnelle (HCC), Jean Michel Rajaonarivony, sort de sa réserve habituelle pour démentir toute partialité de l'institution qu'il dirige. « *L'acceptation des matériels de la part du gouvernement ne faillit pas à l'indépendance de la juridiction constitutionnelle. D'ailleurs, nous avons déjà formulé une demande d'aides matérielles auprès des bailleurs de fond pour l'accomplissement de notre travail. D'ici peu, nous allons faire des tournées de formation des responsables au niveau des districts* », s'est défendu Jean Michel Rajaonarivony. La sortie médiatique du président de la HCC pour répondre aux critiques de l'opposition à la veille des élections provoque des réactions car *il est reproché à*

la HCC d'avoir pris des potions partiales lorsqu'elle a été consultée sur la destitution de l'ancien président de la Chambre basse et sur le choix de la date des élections présidentielles. (D'après L'Express du 23/05/2006)

Les citoyens s'organisent pour assurer la transparence de l'administration : 31 personnes originaires des quatre coins de l'île constituent *le Conseil supérieur de la participation citoyenne* qui a pour rôle d'assurer la transparence de l'administration, l'éducation citoyenne et le dialogue social. Il a été mis en place après des discussions entamées par 300 personnes venant de 8 entités, notamment la société civile, le secteur privé, les partis politiques. Cette structure est *indépendante de l'État*. Le conseil a notamment pour ambition *l'élaboration de la charte des citoyens et la promotion du respect des droits de l'homme*. Les responsables politiques reconnaissent que la participation citoyenne est une *condition nécessaire imposée par les conventions internationales et les bailleurs de fonds*. Mais un défi important attend le conseil : l'élection présidentielle où il devra démontrer son efficacité à travers les buts qu'il s'est fixé, notamment la promotion d'une élection transparente. (D'après Les Nouvelles du 19/05/2006)

2 DROITS HUMAINS

Promotion du genre : l'idée de la mise en place d'un observatoire en discussion. Les membres du réseau Genre se sont réunis pour débattre de l'opportunité de la mise en place d'un « *observatoire genre* » à Madagascar, une rencontre sous l'égide de la fondation Friedrich Ebert. L'objectif annoncé serait « *de promouvoir la parité entre les hommes et les femmes et entre les différentes catégories sociales pour qu'ils puissent participer conjointement à la vie économique, socioculturelle et politique* ». Le « *réseau genre* », qui est opérationnel depuis 1997, transmettrait ses expériences à l'observatoire qui réaliserait par la suite des travaux de recherche technique, définirait les orientations et les alternatives pour l'intégration du genre dans les politiques, programmes et projets de développement et ensuite en faire une large diffusion. (D'après La Gazette du 13/05/2006)

Un argumentaire en faveur de la lutte contre les coutumes discriminatoires : les coutumes, ancrées dans le quotidien de nombreuses tribus malgaches, sont source d'exclusion des femmes. Une enquête sur les pratiques discriminatoires envers les femmes a été menée dans le sud et le sud-est de l'île afin d'établir un argumentaire destiné à défendre leur intégrité morale et physique. Et ce, à travers le Panaged ou plan national d'action pour le genre et le développement. (D'après Les Nouvelles du 26/05/2006)

Permis de travail aux étrangers : une vigilance s'impose ! Le ministère du Travail et le ministère de l'Intérieur devraient être plus exigeants concernant d'une part, les permis de travail et de séjour des étrangers, et d'autre part, la moralité des investisseurs. Madagascar doit cesser d'être un refuge facile. *A l'heure où la France choisit ses immigrés, il est grand temps que nous en fassions autant.* (D'après La Gazette du 24/05/2006)

Amnesty: pas de grief contre le gouvernement. Le régime a de quoi être fier : Amnesty n'a rien à lui reprocher en matière de respect des droits humains. Dans son rapport annuel 2006 qui a été publié hier, *Madagascar ne figure pas, en effet, sur la liste des 150 pays où cette organisation internationale a recensé des atteintes aux droits de l'homme*. Marc Ravalomanana sera d'autant plus fier car de grands pays auxquels il semble se référer en matière de gouvernance sont épinglés dans le rapport annuel. *En fait, cela fait deux ans qu'Amnesty International ne publie plus aucun rapport sur Madagascar. Il est cependant*

difficile de dire qu'il n'y a effectivement rien à reprocher au gouvernement malgache en matière de droits humains. Aussi se demande-t-on à juste titre si c'est à sciemment qu'Amnesty n'ait pas jugé utile de faire un rapport sur la Grande Ile. *On rappelle que les relations entre cette ONG et le gouvernement malgache n'étaient pas vraiment au beau fixe.* Au début de 2003, Amnesty avait demandé au nouveau régime les cas d'exactions commises contre les partisans de l'Amiral Ratsiraka. Le gouvernement n'a pas répondu sur le fond aux cas évoqués par Amnesty International. (D'après La Gazette du 24/05/2006)

3 MEDIAS

La précarité des conditions de travail constitue le grand écueil sapant le libre exercice du métier de journaliste. La liberté de la presse, même si elle est garantie par la Constitution, n'est pas effective. La précarité des conditions de travail constitue le grand écueil sapant cette liberté et la situation est encore plus difficile pour les journalistes exerçant en provinces. Certains journalistes admettent *un manque de professionnalisme* et avancent l'idée de *créer une école supérieure de journalisme* à Madagascar. (D'après Midi du 04/05/2006)

4 JUSTICE, CONDITIONS CARCÉRALES

Méthodologie « RRI » appliquée à la Justice : 493 dossiers à liquider en 100 jours ! *« Renforcement de l'intégrité de la Justice ; efficacité de la Justice et respect des droits humains ».* Tels sont les défis que le ministère de la Justice se propose de réaliser dans le court terme. Magistrats, pénitentiaires et hauts responsables du ministère ont dégagé 9 activités qui vont connaître des résultats tangibles, mesurables dans le court terme. La méthodologie, dite *« initiative à résultats rapides »* ou *RRI* consiste, sous la conduite des équipes appropriées, à comparer la situation d'arrivée à celle du départ pour voir les réalisations. La ministre Henriette Ratsiharovala a exhorté tous les acteurs de la Justice à ne point avoir peur des changements. *« Le public et les usagers de la Justice doivent de nouveau faire confiance à ce secteur et nous leur montreront que nous allons réussir »*, a-t-elle conclu. (D'après La Gazette du 12/05/06)

Des villages-pénitenciers pour désengorger les prisons : Lala Ratsiharovala, ministre de la Justice est en train de remettre au goût du jour un système permettant d'améliorer les conditions de vie dans les prisons à Madagascar. A terme, l'initiative sera étendue aux camps pénaux. *« Dans ce programme, il est prévu de créer autour de ces camps des infrastructures sociales comme l'école ou l'hôpital. L'opération devra permettre une meilleure réinsertion sociale des détenus. Les familles des prisonniers pourront ainsi les rejoindre »*, explique la ministre. La mesure permet également *aux établissements de se prendre en charge*, du moins pour ce qui est des prisons-mères. Cependant, la réalisation effective du projet s'inscrit dans le long terme, la moitié des 220 camps pénaux étant encore à redynamiser. (D'après L'Express du 17/05/2006)

5 UNIVERSITÉ, ENSEIGNEMENT

Un parfum de grève flotte de nouveau sur les campus : menace de grève à Toamasina et à la Fac de Médecine d'Antananarivo. Le retard du paiement des bourses d'études serait le mobile du mouvement étudiant en gestation à l'université de Toamasina. Les étudiants de la Faculté de Médecine menacent, eux aussi, de faire une grève illimitée pour la revalorisation de leur indemnité de stage. (D'après Midi du 23/05/2006)

Manifestation à Toamasina- deux étudiants arrêtés : la deuxième journée de manifestation des étudiants a abouti à deux arrestations. *“La lutte continue jusqu’au paiement total de tous nos arriérés”*, affirment les étudiants qui ne reculent pas devant les forces de l’ordre. (D’après L’Express du 30/05/2006)

La grève continue de plus belle : *“Nous ne nous arrêterons que lorsque notre revendication sera satisfaite”*, clament les étudiants. Ils réclament le paiement des trois premiers mois de bourses d’études, outre les frais d’équipement. (D’après L’Express du 31/05/2006)

Les futurs médecins vont descendre dans les rues : la grève des étudiants en médecine ne cesse de s’accroître. Les grévistes prévoient finalement de manifester dans les rues de la capitale, après une semaine pacifique dans l’enceinte de l’université. (D’après L’Express du 30/05/2006)

Étudiants en médecine : leur indemnité relevée, ils reprennent les cours. Les étudiants en médecine décident d’arrêter leur manifestation à l’issue du dialogue entre leurs représentants et les responsables issus des deux ministères de tutelle dont l’Éducation nationale et la Santé. L’arrestation d’étudiants à Toamasina a été une menace pour certains leaders de mouvement des étudiants en médecine qui ont jugé utile de ne pas faire de surenchère. (D’après L’Express du 31/05/2006)

Malgachisation à outrance : Retour imminent ? Des parents se sont émus des propos du conseiller spécial du chef de l’État, quand il a récemment préconisé la malgachisation de l’enseignement. Il y a de quoi, en effet. *Ce serait faire fi de la plus grosse catastrophe du ratsirakisme*, à savoir la malgachisation à outrance. *Les conséquences désastreuses d’une telle décision sont encore palpables à l’heure actuelle.* Toute une génération n’a su finalement maîtriser ni le malgache ni le français. Voilà donc qu’on veut nous remettre le même couvert. Rappelons que sous la révolution socialiste, les enfants de la nomenklatura ont été envoyés, soit en Europe soit dans des écoles françaises d’Antananarivo, laissant ainsi les autres jeunes malgaches s’embourber dans les écoles publiques malgachisées. Une sorte de génocide culturel duquel les dirigeants de l’époque ne sont pas sortis grandis. (D’après La Gazette du 31/05/2006)

6 COOPÉRATION, BAILLEURS DE FONDS, INTÉGRATION RÉGIONALE

Mécanisme africain d’évaluation par les pairs : Madagascar n’a pas encore approuvé. Quelque 300 représentants de 32 pays d’Afrique se sont réunis à Kigali pour prendre part à un forum sur l’application du mécanisme africain d’évaluation par les pairs (Maep), initiative novatrice africaine qui permet aux pays du continent noir de *procéder à des évaluations mutuelles de leurs réalisations en matière de gouvernance démocratique.* Quatre pays qui ne sont pas membres : Botswana, Burundi, Cap-Vert, Djibouti, Liberia, Madagascar et Sao Tomé, ont été invités en guise de soutien et de promotion du Maep. Ce sixième forum est organisé par le bureau régional pour l’Afrique du programme des Nations Unies pour le développement (Pnud), en collaboration avec la commission économique pour l’Afrique des Nations Unies et la BAD. *25 pays y ont souscrit à ce jour. Il constitue un élément central du nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique (Nepad),* plan panafricain visant à améliorer les conditions de vie des populations et à tirer partie des possibilités présentées sur le nouveau marché mondial. (D’après La Gazette du 10/05/2006)

Le partenariat Madagascar- UE, un modèle pour les pays de l’ACP. A l’occasion de la journée de l’Europe, le chef de la délégation de la commission européenne Jean Claude

Boidin a loué la coopération entre l'Union européenne et Madagascar. « *Le partenariat avec votre pays est reconnu comme un modèle parmi les pays de l'ACP, ce qui a abouti à une augmentation sensible de l'aide européenne en 2005* », a-t-il souligné. Selon le chef de délégation de la Commission européenne, l'Europe est prête à apporter à Madagascar ***tout l'appui dont il aurait besoin pour garantir les libertés et renforcer la démocratie.*** « *L'Europe est ici parce qu'elle est solidaire de vos efforts pour le développement, et de votre combat pour la dignité des hommes* », a-t-il ajouté. (D'après Les Nouvelles du 10/05/2006)

Service National nouvelle version : « *Service National d'Action au Développement* » en coopération avec l'armée française. C'est la structure qui sera mise en place cette année, sous la tutelle de l'Armée. Un projet initié par le ministère de la Défense nationale avec *l'assistance de l'Armée française*. Le but de ce projet est ***d'offrir aux jeunes Malgaches une formation de 2 ans qui favorisera leur insertion dans le monde du travail.*** Le projet comporte 2 volets : un volet rural qui permettra aux jeunes des 22 régions de recevoir une formation professionnelle, un volet urbain qui dispensera une formation professionnelle pour les métiers dont les chefs d'entreprise ont besoin. En plus de la formation professionnelle, les jeunes recevront une petite formation militaire au cours de la première année. Le général Gandouly qui représente l'armée française a une grande expérience en la matière puisqu'il a déjà commandé « *le service militaire adapté* » en France. Il a déjà implanté à Djibouti, un projet similaire. (D'après Midi du 09/05/2006)

France – Madagascar : coopération décentralisée. Une charte serait élaborée. Des Assises de la coopération décentralisée se dérouleront pour la première fois à Madagascar du 11 au 13 mai. L'élaboration d'une charte de partenariat et renforcement de capacité seront au centre du programme. En 45 ans, la plupart des réalisations ont été loin de satisfaire les besoins des communes, qui sont les plus proches des populations. La vision « *Madagascar naturellement* » initiée par la Présidence définit une nouvelle approche qui est ***d'attribuer plus de pouvoir aux collectivités décentralisées à savoir les communes et les régions.*** La charte sera destinée aux partenaires qui veulent entretenir des relations directes avec nos communes et régions. (D'après Tribune du 09/05/2006)

Assises sur la coopération décentralisée avec la France, la Suisse, Mayotte et l'Allemagne. - Le président du Sénat français prêt à s'impliquer dans le développement : la visite de Christian Poncelet coïncide également avec celle du ministre délégué à la coopération, Brigitte Girardin. " *Vous avez acquis de solides expériences en matière de décentralisation, en France et à l'étranger. Nous vous remercions d'avoir accepté de les partager avec nous* ", a déclaré le chef de l'État. Le président du sénat français a proposé des visites d'échanges entre les élus des deux pays " *afin d'établir ce lien étroit qui les unit* ". (D'après L'Express et Tribune du 12/05/2006)

France - Madagascar : une enveloppe de 250 millions d'euros pour les cinq prochaines années. Le document cadre de partenariat (DCP) que Mme Girardin signera avec le Premier ministre, M. Sylla, définit la stratégie de coopération de l'ensemble des acteurs publics français dans les secteurs prioritaires que sont l'éducation, le développement rural, les infrastructures et la santé. La France est le premier partenaire économique et commercial de Madagascar, son principal fournisseur et son principal client. Elle est aussi le principal partenaire bilatéral de Madagascar pour la coopération. (D'après DTS du 11/05/2006)

Coopération malgache-norvégienne au beau fixe : 13 millions de dollars alloués au développement. En étroite collaboration depuis 140 ans, la Norvège s'est engagée dans la coopération pour le développement économique avec le gouvernement malgache notamment dans le secteur de l'éducation, la bonne gouvernance ainsi que dans la lutte

contre la corruption. Cette année, la Norvège a alloué 13 millions de dollars à l'État malgache, en augmentation de 25 % par rapport à l'année dernière. La Norvège indique qu'elle voudrait partager avec les pays en voie de développement son savoir faire dans le domaine de l'exploitation pétrole of shore. (D'après Tribune du 24/05/2006)

8 millions d'euros de l'Allemagne pour les ressources naturelles, l'électricité et la Bonne gouvernance : le programme Protection et gestion durable des ressources naturelles reçoit un montant de 5 millions, ce qui porte son budget à plus de 15 millions d'euros. Le troisième projet concerne notamment le domaine de la Bonne gouvernance. Ce projet vise l'augmentation de l'efficacité de la gestion des finances publiques. Le projet veille, enfin, à ce qu'il y ait une transparence budgétaire et une gestion proche du citoyen, afin de parvenir au renforcement des communes et à une plus grande identification de la population avec les actions entreprises par le gouvernement. (D'après Les Nouvelles du 26/05/2006)

Financement de la BAD : de l'eau potable pour 8 régions. Un programme d'alimentation en eau potable et un programme d'assainissement, à mettre en œuvre en milieu rural, ont été lancés par la Banque africaine pour le développement, à hauteur d'environ 177 milliards Ariary. Ces programmes consisteront en la mise en place de 1250 forages, 210 adductions d'eau, puis de nombreux travaux d'assainissement. La durée d'exécution est de 3 ans. (D'après L'Express du 11/05/2006)

Appui de la BAD à la pêche traditionnelle : 20.000 pêcheurs bénéficient d'un financement de 18 milliards d'Ariary. Sont concernés les pêcheurs vezo, sur la côte sud-ouest de l'île. *L'intégration effective des femmes de pêcheurs* dans l'activité est également en vue. Elles bénéficieront d'une formation leur permettant d'augmenter davantage les produits à écouler sur le marché local. Pour les hommes, le programme vise à faciliter leur accès au financement afin qu'ils puissent monter des unités de transformation. La Bad interviendra également pour le soutien de la gestion durable des ressources halieutiques. La pêche traditionnelle assure 7% du Pib et occupe 40.000 personnes. (D'après L'Express du 11/05/2006)

Madagascar en passe de faire des concessions douanières aux pays de la SADC : d'ici le 11 mai, la liste des produits en provenance des pays membres de la SADC à exonérer des droits de douane doit être dressée. Cette liste, dite liste A classe les produits dont les droits à l'exportation doivent être annulés d'ici la fin de l'année. Ces mesures résultent de l'obligation d'abaisser les barrières tarifaires sur les produits provenant des pays de la SADC. L'objectif est de lever définitivement ces barrières d'ici 2012. La liste à dresser est conçue comme une offre de démantèlement tarifaire que Madagascar proposera à l'Afrique du Sud, d'une part et aux autres pays membres, d'autre part. Ne pourront y figurer dans cette liste les articles et les produits considérés comme menaçant de manière sensible la production locale. (D'après Les Nouvelles du 06/05/2006)

7 NATIONS UNIES, DIPLOMATIE

13 pays africains élus au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. La Tanzanie, l'Égypte et Madagascar n'ont pas réussi à totaliser les 96 voix requises pour être membre de ce Conseil qui compte 47 membres. (D'après AngolaPress du 11/05/2006)

Cérémonie de remise du prix Houphouët Boigny de l'UNESCO à Me Wade : 8 chefs d'État sont attendus : il s'agit de Jacques Chirac, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Guinée équatoriale), Olusegun Obasanjo (Nigeria), Mamadou Tandja (Niger), **Marc Ravalomanana** (Madagascar), Amadou Toumani Touré (Mali), João Bernardo Vieira (Guinée-Bissau), Jakaya

Kikwete (Tanzanie). Un prix qui va rapporter au président Wade une somme de 122 000 euros, soit un peu plus de 80 millions de francs Cfa. En outre, le président recevra un diplôme de la paix et une médaille en or. *On rappelle le rôle que le président Wade a joué dans l'accord de cessez-le-feu entre les belligérants en Côte d'Ivoire ainsi que dans le conflit postélectoral qui a opposé l'actuel président Marc Ravalomanana et son prédécesseur.* (D'après Wafl Fadjiri Sénégal du 12/05/2006)

8 ÉCONOMIE

8.1 FMI, Banque mondiale

Une mission lourde du FMI pour examiner les performances : conduite par Brian Ames, chef de mission pour Madagascar, la forte délégation du FMI a débuté les séances de travail avec les autorités malgaches. *La troisième depuis le début de l'année*, cette mission sera principalement axée sur la poursuite de l'évaluation de la situation macro-économique du pays, *en vue de l'établissement d'un nouveau programme du Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC)*. Les déclarations des uns et des autres laissent croire en la possibilité d'un bouclage de l'accord cette année. Lors de la mission précédente, le FMI s'était de l'évolution positive de la situation macro-économique, des douanes et des recettes fiscales ainsi que des actions pour le redressement de la Jirama. *Depuis, les données ont évolué d'une manière défavorable* en raison des effets néfastes de la dévaluation de l'Ariary et des hausses répétées des prix des carburants. Espérons que FMI ne sera pas tenté de reporter l'accord à l'année prochaine en raison du calendrier électoral. (D'après Midi du 23/05/2006)

Projet de construction de logements sociaux- le gouvernement temporise suite à la demande du FMI : le projet de construction de logements sociaux, annoncé par le chef de l'État, risque d'attendre. Le gouvernement retire du Parlement, d'une manière temporaire et indirecte, le projet de loi relative au décret d'avances, censé financer le programme. Le dossier devrait figurer dans une loi de finances rectificative. *Est probable que le FMI ait eu son mot à dire* dans l'utilisation du fonds récolté après l'annulation des dettes décidée à Gleneagles. Les techniciens du gouvernement et ceux du FMI sont justement en pleine discussion sur le bouclage d'un nouveau programme du FRPC. Le projet présidentiel avait également essuyé des critiques de l'opposition. *"Le projet est annoncé par le chef de l'État alors que celui-ci n'est même pas voté au Parlement ni même inscrit dans la loi de finances rectificative"*, a fustigé le sénateur Rakotomamonjy. *"La gestion de ce fonds ne devrait pas être confiée à la Présidence mais plutôt à des ministères techniques"*, a martelé le parlementaire, soupçonnant des visées propagandistes derrière l'opération. (D'après L'Express du 24/05/2006)

Programme quinquennal-La mise en œuvre du Map encore à l'étude avec la Banque mondiale : le processus d'élaboration du Map (plan d'action pour Madagascar) n'a pas encore pris fin. L'équipe de la présidence de la République et le gouvernement se penchent sur les questions des ressources et des contraintes, *en compagnie des représentants des principaux bailleurs de fonds. Organisé conjointement avec la Banque mondiale*, l'atelier devrait notamment déterminer la contribution financière de cette dernière dans la mise en œuvre de ce nouveau programme. Cette *"retraite gouvernementale"* est aussi destinée à harmoniser les objectifs du Map avec les stratégies d'assistance et d'appui des bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale et l'Union européenne. (D'après L'Express du 24/05/2006)

Madagascar Action Plan -James Bond rassure les candidats à la présidentielle : la Banque mondiale précise que le *Plan d'actions pour Madagascar (MAP) appartient au pays et non à un gouvernement*. Les bailleurs de fonds devancent ainsi toute exploitation à caractère politique du MAP à des fins électorales. Il affirme une "*pure coïncidence entre le calendrier du processus d'élaboration du MAP et celui des élections*". Le nouveau programme quinquennal (2007-2011) donne l'impression d'être taillé sur mesure pour le prochain Président de la République, disposant d'un mandat de ... cinq ans. (D'après L'Express du 26/05/2006)

8.2 Situation économique, problèmes énergétiques

L'Ariary plonge, le pouvoir d'achat s'effrite. Après un petit répit, l'Ariary reprend sa plongée se rapprochant de son niveau record de 2004. L'inflation prend un coup de fouet. La perte progressive de la valeur de l'Ariary *provoque une véritable réaction en chaîne sur l'économie*. "*L'inflation commence à se généraliser au détriment du pouvoir d'achat de la population*", avance un responsable au sein du ministère de l'Économie. *Le déséquilibre des échanges commerciaux ira, dans les semaines à venir, en empirant*. D'après les banques primaires, la solution serait la reprise immédiate et le renforcement des activités d'exportation. "*Si nous continuons sur cette lancée, l'Ariary connaîtra une dévaluation sans précédent*", prévoient les banquiers. (D'après L'Express du 05/05/2006)

L'Ariary plombé par la morosité de l'économie : la monnaie nationale continue sa descente aux enfers. L'explication de cette situation n'est pas nouvelle : elle réside dans l'insuffisance de l'offre par rapport à l'achat sur le Mid. Une situation due surtout au déséquilibre de la balance commerciale. *L'exportation ne couvre à l'heure actuelle que près de 25 % de l'importation*. Le problème est également aggravé par la flambée du cours mondial du pétrole. Les couches moyennes, en l'occurrence les fonctionnaires et les employés d'entreprises, subissent de plein fouet les impacts de cette situation. *La situation s'annonce catastrophique pour les entreprises qui importent leurs matières premières* car elles n'ont pas la possibilité de répercuter les hausses sur les consommateurs dont le pouvoir d'achat est déjà fortement érodé. « *A ce rythme, le cap des 3000 Ariary pour un euro sera atteint dans les jours qui viennent* », craignent les importateurs qui voient chaque jour leur marge bénéficiaire se réduire d'une manière considérable. La Banque Centrale qui ne joue visiblement pas sa mission de garant de la stabilité monétaire reflète *l'incapacité du gouvernement à maîtriser la situation*. D'ailleurs, que peut faire le gouvernement qui n'a pas pour le moment un programme avec le FMI ? (D'après L'Express et Midi du 10/05/2006)

L'Ariary poursuit sa chute, inexorablement. La dévaluation de la monnaie se poursuit sans qu'aucune mesure ne soit prise par les autorités. Depuis près d'un mois, l'Ariary perd chaque jour un peu de sa valeur. (D'après L'Express du 17/05/2006)

Fermeture d'une entreprise franche à Antsirabe : 2 200 nouveaux chômeurs. La plus grande entreprise franche textile de la ville fermera ses portes à la fin de ce mois pour des raisons d'ordre purement économique, entre autres : démantèlement de l'accord multifibre, le système de quota qui ne leur est plus favorable, le délai de dédouanement et d'acheminement trop long, coût élevé de l'énergie électrique à Madagascar. Néanmoins, la candidature de Jean Lahiniriko risque fort de le gêner. En effet, ce dernier semble être le seul à pouvoir empêcher M. Ravalomanana de revenir à la magistrature suprême. (D'après La Gazette du 06/05/2006)

Deux entreprises franches fermées - 2 400 personnes au chômage a Antsirabe : les deux usines semblent être confrontées à des cas de force majeure avec l'achèvement du contrat de bail et la suspension de l'accord multifibre. (D'après L'Express du 19/05/2006)

Élections : risque d'un coup dur pour l'environnement économique. L'environnement des affaires déjà exécrables prévalant actuellement dans le pays peut encore s'aggraver en raison des possibles dissensions nées des échéances électorales. Si une autre crise voit encore le jour, Madagascar *risquerait d'être déclassée par la Coface* dans la catégorie D des pays à haut risque pour les investissements au lieu d'un reclassement dans la catégorie B où le pays se trouvait déjà durant la période d'avant la crise 2002. (D'après Midi du 16/05/2006)

Le pays court après les investissements, la Grande Ile reste toujours à la traîne ! Les quatre préoccupations de J. Sylla. En premier lieu, le *taux d'inflation* élevé qui est à deux chiffres ces deux dernières années (13.8% en 2004, 11.4% en 2005). Ensuite, le *problème énergétique* notamment le prix du pétrole et son incidence sur le pouvoir d'achat. En 3^{ème} lieu, le *niveau trop élevé du taux d'intérêt* pratiqué dans le pays. Enfin, la *lenteur de l'administration* qui pourrait constituer un frein pour certaines catégories d'investisseurs. (D'après Midi du 26/05/2006)

Trafic minier : 200 millions d'Ariary d'amendes de janvier à mai : les trafics de substances minérales sont toujours intenses mais la police des mines a réussi à améliorer ses performances par rapport à celle de l'année dernière. Sur cette période, les trafics frauduleux de produits miniers épinglés par la police des mines font l'objet d'amendes de 200 millions d'Ariary. Cela veut dire que cette structure rattachée au ministère de l'Énergie et des Mines a amélioré ses réalisations. Malgré tout, les efforts ont encore besoin d'être intensifiés si le pays veut profiter des richesses minières. Des professionnels du secteur estiment que quelques dizaines de kilo de saphir par semaine partent frauduleusement sur la Thaïlande. *Le chemin est encore long pour endiguer les trafics de pierres précieuses quand on sait qu'une grande partie des saphirs sur le marché mondial proviennent maintenant de Madagascar.* Le pays n'en profite pourtant pas beaucoup. (D'après La Gazette du 27/05/2006)

Jirama : une mission de la Banque mondiale pour préparer un déblocage de 125 millions de dollars. Elle discutera avec l'État de la décision à prendre quant au *choix du mode de gestion qui régira la Jirama après le contrat de gestion avec Lahmayer* qui prendra fin au mois d'avril 2007. Le ministre de l'énergie et des mines, Andriamahefaparany Donat a confirmé que la Jirama est une société d'État et le restera. Il s'agit d'améliorer le mode gestion afin d'en faire une entreprise commerciale capable d'assurer sa mission de service public et cela en privilégiant le partenariat public-privé. (D'après Tribune du 04/05/2006)

Énergie nucléaire : Madagascar en a besoin. « *Piégé ou non par les journalistes iraniens, M. Lahiniriko a en tout cas choisi le mauvais moment et surtout le mauvais endroit pour parler du nucléaire mais en positivant les choses, la « gaffe » devrait servir de déclic pour nos dirigeants* », déclarent des techniciens. Devant l'incessante hausse des cours du pétrole et l'absence d'une quelconque perspective sur le développement des énergies renouvelables, l'énergie nucléaire apparaît, en effet, comme l'une des alternatives pour Madagascar. D'ailleurs, l'idée a été déjà caressée en 1999 par l'équipe de Didier Ratsiraka. (D'après La Gazette du 11/05/2006)

La prospection de pétrole dans le pays suscite les plus folles espérances : l'exploitation du gisement pétrolifère de Bemolanga a été un des grands espoirs des années 80, car susceptible de sortir Madagascar du sous-développement. Cette fois-ci, le moment est peut-être arrivé. La société Madagascar Oil, qui effectue des travaux de prospection sur le site, prévoit de les

terminer à la fin de l'année, ce qui pourrait aboutir l'année prochaine, à une décision d'investir. Le calendrier prévoit le *début des activités d'exploitation en 2009*. (D'après *L'Express du 13/05/2006*)

9 SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES

Antananarivo-Un enfant malade sur trois l'est à cause de la pollution : une situation alarmante. En 2005, 33% des enfants admis à l'Hôpital sont atteints de maladies respiratoires. La proportion de ceux ayant un problème respiratoire *ne cesse d'augmenter* depuis l'an 2000. La tendance à la hausse de la moyenne d'âge des enfants atteints, aggrave la situation. A cela s'ajoute la forte proportion des cas sévères, elle aussi en augmentation. Cette situation trouve son origine dans la *dégradation de l'environnement, notamment la pollution de l'air, en particulier celle provoquée par la circulation automobile*. La ville d'Antananarivo est classée dans le monde parmi les villes à forte pollution de l'air. Les Tananariviens sont de plus en plus exposés au danger de cette catastrophe. 10% du parc automobile n'est pas aux normes anti-pollution. (D'après *L'Express du 09/05/2006*)

Polémique sur la dengue à Mahajanga : les media ainsi que les responsables de la commune de affirment qu'il y a effectivement dengue. Ces derniers ont même avancé que 156 individus en sont atteints, sans pour autant avoir apporté la preuve. Les responsables sanitaires sont plutôt sceptiques. On ne peut rien affirmer sans un diagnostic et une expertise qui sont en cours actuellement. (D'après *Midi du 15/05/2006*)

Alimentation - Le Sud à l'agenda du Pam : lors d'une rencontre avec le président de la République, la représentante du programme, interpelle sur la situation dans le Sud. "*Cette partie de l'île doit recevoir plus d'attention de la part des autorités malgaches car elle est exposée aux phénomènes atmosphériques adverses*". Marc Ravalomanana a évoqué la problématique que rencontre la mise en œuvre de la politique de lutte contre la malnutrition. "*Il faut que les actions menées avec le Pam soient positives et aient des impacts directs sur les nécessiteux*", précise le président de la République, en appelant les bailleurs de fonds à adopter avec l'État malgache une stratégie commune pour localiser les endroits exposés à la malnutrition. (D'après *L'Express du 17/05/2006*)

Famine dans le Sud : les donateurs tirent la sonnette d'alarme. Alors que dans la capitale, on s'évertue à distribuer 4x4 et autres véhicules à tous ceux qui peuvent être utiles à l'élection présidentielle, 300 000 personnes risquent de souffrir de la famine dans le Sud du pays. Depuis une dizaine de jours, les agences d'aide intervenant dans la région tirent la sonnette d'alarme. Le risque ferait suite à la sécheresse qui sévit dans cette partie de l'île où la sécurité alimentaire est déjà précaire et le niveau de malnutrition très élevé. (D'après *La Gazette du 29/05/2006*)

Au 30/05/2006, 1euro = 2771 Ariary (cours pondéré)